

Le prêt-à-porter, un commerce confronté à une casse sociale à bas bruit

Face à la concurrence d'Internet et à l'inflation, les magasins d'habillement accusent une baisse continue de leurs ventes et souffrent de la flambée des loyers. Les fermetures de boutiques et les plans sociaux se multiplient : 3 000 emplois ont été supprimés depuis la fin 2022 et plus de 3 500 sont menacés.

Par [Juliette Garnier](#)

Publié le 10 juillet 2023



Une boutique fermée de la marque Du pareil au même, à Paris, le 2 juillet 2023. L'enseigne de vêtements pour enfants a demandé son placement en redressement judiciaire le 28 juin. VALERIE DUBOIS / HANS LUCAS

L'ancien magasin C & A de la rue de Rivoli, à Paris, qui a baissé le rideau en février, n'a toujours pas trouvé preneur. Des vingt boutiques Gap fermées définitivement en mai, il ne reste que les mannequins, nus, exposés en vitrine. Les 163 emplacements du chausseur San

Marina sont sur le marché depuis sa liquidation, en février. Celui qui est situé dans la rue du Commerce, artère réputée du 15^e arrondissement de Paris, est toujours vide.

Depuis le printemps, les procédures collectives concernant des chaînes d'habillement se multiplient. « *Le nombre de défaillances est au niveau pré-Covid. C'est-à-dire, au total, tous secteurs confondus, 50 000 par an en France* », explique Frédéric Abitbol, délégué général du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires. Et le secteur du commerce est celui qui affiche le plus grand nombre de défaillances, selon la Banque de France (+ 50 %, en mai, en un an, sachant que cette catégorie intègre la réparation automobile).

La marque marseillaise Kaporal, en redressement judiciaire depuis la fin mars, devrait connaître le nom de son repreneur lors d'une audience au tribunal de commerce de Marseille prévue mardi 11 juillet : 434 salariés sont dans l'attente. [Don't Call Me Jennyfer, enseignes de 220 magasins qui emploie 1 112 personnes, a été placé en redressement judiciaire, le 21 juin. Idem pour Du pareil au même \(DPAM, détenu par le groupe Générale pour l'enfant\), soit 130 commerces, 2 600 salariés.](#) Sa société sœur, Sergent Major, est, elle, en procédure de sauvegarde. Le plan de relance envisagé par son fondateur, Paul Zemmour, prévoit la fermeture de 87 DPAM et 47 Sergent Major. Soit 25 % des succursales du groupe.

Concepts vieillissants

Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) se font aussi plus nombreux. Le 23 mai, le groupe japonais Fast Retailing, connu pour ses 2 394 magasins Uniqlo dans le monde, impose de nouvelles réductions de coûts à Comptoir des cotonniers et Princesse Tam-Tam, deux chaînes françaises rachetées en 2005, confrontées à un vieillissement de leurs concepts nés avant l'avènement de l'e-commerce. Elles vont devoir fermer 55 points de vente.

Déjà, en 2021, la première en avait supprimé 74, et la seconde, 26. Plus de 200 emplois ont alors disparu. Cette fois, 304 postes passent à la trappe, dont 185 dans les points de vente. Chez Pimkie, autre figure des années 2000, un PSE a été validé, le 5 juillet. Il porte sur 250 postes, lors de la fermeture de 63 boutiques, d'ici à 2027.

Toutes les enseignes justifient ces mesures par la succession de crises. Celle des « gilets jaunes », en 2018-2019, puis celle qui a correspondu à la fermeture imposée en 2020 et en 2021 pour lutter contre la propagation du Covid-19. L'évolution des modes de consommation – désormais, 17 % des ventes d'habillement s'effectuent sur Internet – joue aussi. Tout comme la concurrence des petits prix du site chinois Shein, ajoute Emmanuel Locati, directeur général de Don't Call Me Jennyfer. Les dirigeants évoquent la conjoncture depuis le début de 2022 : la guerre en Ukraine a fait flamber coûts de confection et bondir les frais d'exploitation des commerces. Le pouvoir d'achat des Français a été affecté.

« Ce n'est plus tenable »

S'ajoute à cela le coût des loyers, dénonce Christian Pimont, président de l'Alliance du commerce. Les bailleurs « *ont mordu la main de ceux qui les ont nourris pendant des années* », critiquait, le 3 juillet, lors de l'assemblée générale de la fédération de commerçants, cet expert de la distribution. Les prix ont augmenté de 5,2 % en 2022 et de 6,5 % au premier semestre, dans les centres commerciaux, selon Procos, autre fédération du commerce.

Or, les ventes d'habillement sont toujours en deçà de 8,3 % environ par rapport à 2019, selon l'Institut français de la mode. « *Et la fréquentation chute* », rappelle Jean-Christophe Garbino, patron de Grain de Malice. A en croire M. Pimont, le gouvernement reste « *sourd* » aux alertes de l'impact délétère de la hausse des loyers. Bercy a refusé de plafonner la progression dans les centres commerciaux et laissé les enseignes y renégocier de gré à gré. De sorte que ce poste (loyers et charges) représente parfois 20 % à 25 % du chiffre d'affaires d'une boutique, contre 15 % en temps normal.

« *Ce n'est plus tenable*, affirme M. Pimont, qui y voit la principale cause de l'hémorragie du secteur. *En vingt ans, le secteur a déjà perdu 50 000 emplois.* » Et ce n'est pas terminé. Depuis la fermeture de Camaïeu, en octobre 2022, les liquidations d'enseignes ont « *entraîné la perte de plus de 3 000 emplois, et les procédures judiciaires en cours [menaçaient] plus de 3 500 emplois* », soulignait, en mars, Procos. « *Et cela s'est encore dégradé depuis* », estime Emmanuel Le Roch, son délégué général.

« Le cinquième PSE en trois ans »

Dans ce secteur, qui emploie « *beaucoup de femmes, sous des contrats à temps partiel, de vingt à vingt-quatre heures par semaine* », il est évident que « *le nombre de salariés a diminué au gré des hausses de loyers* », observe une employée de Pimkie, sous le couvert de l'anonymat, dont le magasin emploie neuf personnes aujourd'hui, contre seize autrefois.

De fait, C & A prépare la fermeture de sept magasins, dont ceux à Limoges et à Rennes, en février 2024. La surface des points de vente que la chaîne exploite dans les centres Westfield Rosny 2 (Seine-Saint-Denis) et Westfield Vélizy 2 (Yvelines) va être réduite pour moins payer de loyers au bailleur, la foncière Unibail-Rodamco-Westfield, d'après nos informations. En tout, l'enseigne germano-néerlandaise supprimera 85 postes. « *C'est le cinquième PSE en trois ans* », déplore une élue syndicale. La marque n'emploie plus que 1 400 personnes en France, soit 300 de moins qu'en 2022.

Chez Pimkie, au printemps, la renégociation des loyers a permis de sauver quelques commerces déficitaires promis à la fermeture. Mais les 1 200 salariés sont inquiets. A la suite de sa cession par l'Association familiale Mulliez à un consortium mené par Lee Cooper, Kindy et le turc Ibisler Tekstil, un plan de relance est en cours. Mais sa directrice générale, Sandrine Lilienfeld, ancienne dirigeante de Camaïeu, n'en sera pas. Six mois après sa nomination, elle a quitté ses fonctions, vendredi 30 juin.

« Minelli ne paie plus ses fournisseurs et bailleurs »

Chez Minelli, détenu par Stéphane Collaert et Laurent Portella, anciens propriétaires de San Marina, les élus du comité social et économique craignent aussi le pire. « *Minelli ne paie plus ses fournisseurs et bailleurs* », affirme un élu, qui requiert l'anonymat, en déplorant les montants exorbitants de « *frais de gestion* » que verse l'entreprise aux sociétés de conseil Collaert Conseil et CAP Lausanne, détenues précisément par ses deux dirigeants. Sollicité par *Le Monde*, M. Collaert décline toute interview, en affirmant n'avoir « *aucune nouveauté* » à partager.

Malgré tout, certaines chaînes tirent leur épingle du jeu. C'est le cas de Grain de Malice, marque cédée à la fin de juin par l'Association familiale Mulliez à Jean-Christophe Garbino,

ancien de chez Kiabi, Philippe Ginestet, fondateur de Gifi, et le fonds FE2T. Cette enseigne a récupéré une part de la clientèle de Camaïeu, dont les [511 magasins ont définitivement fermé leurs portes en octobre 2022](#). « *Notamment dans les petites villes de 40 000 habitants et les galeries marchandes* », précise M. Garbino. L'enseigne revient de loin. En 2016, elle avait fermé 40 boutiques et supprimé 180 emplois. Depuis, elle a en rouvert une soixantaine en affiliation et doublé sa part de marché.

[Juliette Garnier](#)